



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-64
Séance du 10 octobre 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Michel Perez, François Petit, Joel Salgues, Alexis Viala

Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjabert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell,

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Philippe Lenoir pouvoir à M. François Petit, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Pérez, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Filipe Serra pouvoir à Mme Frédérique Bérard, Mme Irène Vilaplana pouvoir à M. Roger Caizergues.

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 13

Procurations : 6

Absents : 4

Votants : 19

Date de convocation et affichage

04 octobre 2024, affichage le 7 oct 2024

Objet : Mise en place des contrats d'engagement éducatifs

M. le maire donne la parole à monsieur Sylvain Castellon, élu délégué aux finances et ressources humaines qui expose :

Le contrat d'engagement éducatif (CEE) a été créé par le décret n°2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n° 2006- 586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Le CEE est un contrat de travail de droit privé, spécifique, destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération.

En outre, aucune disposition législative ou réglementaire ne fait obstacle, en matière de fonction publique territoriale, au recrutement par une collectivité territoriale de titulaires de contrat d'engagement éducatif. Par conséquent, les collectivités territoriales peuvent conclure des contrats d'engagement éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités ; ce qui est le cas pour la commune de Lavérune.

Enfin, il est rappelé que la personne recrutée doit justifier des qualifications exigées et qu'elle doit être affectée à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique.

La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutifs (article L.432-4 du Code de l'action sociale et des familles).

La rémunération brute des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 2,20 fois le montant du salaire minimum de croissance, par jour soit actuellement 24.79€.

Délibération n°2024-64

Lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature (article D. 432-2 du Code de l'action sociale et des familles).

De ce fait, il est proposé de fixer le montant journalier de la rémunération des animateurs selon leurs qualifications suivantes :

Diplôme	ALSH brut/jour	SEJOUR brut/jour
Animateur sans diplôme	34.95€	/
Animateur stagiaire (BAFA)	46.60€	58.25€
Animateur diplômé (BAFA)	93.20€	104.85€
Directeur stagiaire (BAFD)	93.20€	104.85€
Directeur diplômé (BAFD)	104.85€	116.50€

Après avoir entendu l'exposé de M Sylvain Castellon, après discussion et sous proposition du maire, le conseil municipal à l'unanimité :

- Décide d'adopter la proposition de rémunération des animateurs selon leurs qualifications comme détaillé ci-dessus,
- Réserve les crédits nécessaires au budget.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 10 octobre 2024.

Roger CAIZERGUES
Maire



Brigitte Torrandell
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2